

# LA LETTRE

DE LA

# COOPERATION DECENTRALISEE



Avril 2009

# SOMMAIRE

Editorial .....	2
Afrique .....	5
Amérique latine et Caraïbes .....	9
Asie .....	11
Europe .....	13
Méditerranée .....	14
Jeunesse - Culture .....	18
Tourisme responsable .....	19
Institutions européennes .....	21
CGLU .....	25
Etudes .....	26
Actualités .....	28
Agenda .....	29
Publications .....	31

Le 12 mars, le conseil national a élu le nouveau bureau exécutif de Cités Unies France.

Le conseil national m'a confié un nouveau mandat de président. Jacques Rocca-Serra, adjoint au maire de Marseille, sera de nouveau notre président délégué.

La composition du bureau reflète la diversité des adhérents de l'association. Conformément aux statuts, ses membres comprennent aussi des représentants désignés par l'AMF, l'ADF et l'ARF.

Les présidents de groupes-pays et de groupes thématiques participent pleinement aux travaux du bureau. J'ai eu l'occasion de rendre hommage à ces élu(e)s ayant accepté de s'investir dans l'animation de nos activités.

Nous voilà avec une équipe d'élu(e)s renouvelée, pour mener à bien les missions de Cités Unies France dans un contexte pour l'action internationale des collectivités territoriales difficile, mais aussi porteur d'évolutions prometteuses.

Je tiens à remercier les adhérents de Cités Unies France de m'avoir fait confiance et invite mes collègues du bureau à se retrouver à l'occasion de notre première réunion, le 8 avril.

**Charles Josselin**  
Président de Cités Unies France

Le bureau exécutif de Cités Unies France, élu le 12 mars 2009	
PRÉSIDENT	
CONSEIL GÉNÉRAL DES COTES D'ARMOR	Charles JOSSELIN, vice-président
PRÉSIDENT DÉLÉGUÉ	
MARSEILLE	Jacques ROCCA-SERRA, adjoint au maire, représentant le maire, Jean-Claude GAUDIN
VICE-PRÉSIDENTS	
BELFORT	Etienne BUTZBACH, maire
CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE ST DENIS	Gilbert ROGER, vice-président, représentant le président, Claude BARTOLONE
CONSEIL RÉGIONAL RHÔNE-ALPES	Jean-Philippe BAYON, vice-président, représentant le président, Jean-Jacques QUEYRANNE
MULHOUSE	Christiane ECKERT, adjointe au maire, représentant le maire, Jean-Marie BOCKEL
NICE	Rudy SALLES, adjoint au maire, représentant le maire, Christian ESTROSI
NANCY	Jean-Michel BERLEMONT, adjoint au maire, représentant le maire, André ROSSINOT
PARIS	Pierre SCHAPIRA, adjoint au maire, représentant le maire, Bertrand DELANOË
SURESNES	Jean-Louis TESTUD, adjoint au maire, représentant le maire, Christian DUPUY

Le bureau exécutif de Cités Unies France, élu le 12 mars 2009	
<b>TRÉSORIER</b>	
GIERES	Georges MORIN, conseiller délégué, représentant le maire, Michel ISSINDOU
<b>TRÉSORIER ADJOINT</b>	
EUROPE-ECHANGES	Philippe MILON, président d'honneur
<b>MEMBRES</b>	
AIX EN PROVENCE	Michèle JONES, conseillère municipale, représentant la maire Maryse JOISSAINS-MASINI
ALBI	Françoise LARROQUE, conseillère municipale, représentant le maire, Philippe BONNECARRERE
BORDEAUX	Sonia DUBOURG-LAVROFF, adjointe au maire, représentant le maire, Alain JUPPÉ
CLERMONT FERRAND	Serge GODARD, maire
CLICHY LA GARENNE	Gilles CATOIRE, maire
CONSEIL GÉNÉRAL D'ILLE ET VILAINE	Clotilde TASCON-MENNETRIER, vice-présidente, représentant le président, Jean-Louis TOURENNE
CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL DE MARNE	Chantal BOURVIC, conseillère générale déléguée, représentant le président, Christian FAVIER
CONSEIL RÉGIONAL DES PAYS DE LA LOIRE	Patricia CEREJO, conseillère générale représentant le président, Jacques AUXIETTE
CONSEIL RÉGIONAL PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	Michel VAUZELLE, président
DREUX	Gérard HAMEL, maire
MAXÉVILLE	Henri BEGORRE, maire
NANTERRE	Gérard PERREAU-BEZOUILLE, représentant le maire, Patrick JARRY
<b>Représentants désignés par l'AMF</b>	
BORDEAUX	Jacques VALADE, ambassadeur, en cours de succession
ROMANS SUR ISERE	Henri BERTHOLET, maire
<b>Représentants désignés par l'ADF</b>	
CONSEIL GÉNÉRAL DE LA VIENNE	Denis BRUNET, vice-président, vice-président de la commission de relations internationales de l'ADF
CONSEIL GÉNÉRAL DE LA DRÔME	Didier GUILLAUME, président, président de la commission des relations internationales de l'ADF
<b>Représentants désignés par l'ARF</b>	
	en attente de désignation
	en attente de désignation
<b>PERSONNES QUALIFIÉES</b>	
CHAMBÉRY	Michel ROUX, délégué, représentant la maire, Bernadette LACLAIS
LA COURNEUVE	Gilles POUX, maire
LA POSSESSION	Roland ROBERT, maire

LES PRÉSIDENTS DES GROUPES-PAYS GÉOGRAPHIQUES ET THÉMATIQUES	
<b>AFRIQUE</b>	
BÉNIN	Rose-marie SAINT GERMES AKAR, vice-présidente de la comm. d'agglom. de Cergy-Pontoise
BURKINA FASO	Jean-Bernard DAMIENS, vice-président du conseil régional du Limousin
MADAGASCAR	Alain HUARD, vice-président, représentant Jean-Louis DESTANS, président du conseil général de l'Eure
MALI	Guy-Michel CHAUVEAU, maire de La Flèche
MAURITANIE	Michel SAPIN, député-maire d'Argenton-sur-Creuse,
NIGER	Stéphane VALLI, vice-président de la communauté de communes Faucigny-Glières
SÉNÉGAL	Marie-Pierre BRESSON, adjointe au maire de Lille, conseillère communautaire Lille Métropole
TOGO	Monique PAPOT-LIBÉRAL, conseillère de la CDC de la Côte Roannaise
<b>AMÉRIQUES</b>	
AMÉRIQUE DU SUD-AMÉRIQUE CENTRALE-MEXIQUE-CUBA	Jean-Philippe MAGNEN, adjoint au maire de la ville de Nantes
BRESIL	Michel VAUZELLE, président du conseil régional Provence Alpes Côtes d'Azur
HAÏTI	Christian DUPUY, maire de Suresnes
ETATS-UNIS	Roland RIES, sénateur-maire de Strasbourg
<b>EUROPE/ELARGISSEMENT</b>	
CROATIE	en instance de renouvellement
POLOGNE	Roselyne LEFRANÇOIS, adjointe aux relations internationales, Rennes, députée européenne
ROUMANIE	Christiane ECKERT, adjointe au maire, Mulhouse
Republique TCHÈQUE	Marie-Françoise MULLER, vice-présidente du conseil régional de Bourgogne
SERBIE	Alain FREMONT, adjoint aux relations internationales, Nevers
SLOVAQUIE	Bernard VERDIER, conseiller général des Hautes-Pyrénées
<b>ASIE</b>	
CHINE	Jean BESSON, vice-président du conseil régional Rhône-Alpes, sénateur
VIETNAM	Kader ARIF, conseiller municipal délégué à Toulouse, député européen
<b>MEDITERRANEE - MOYEN ORIENT</b>	
ALGERIE	Georges MORIN, adjoint au maire, Gières
ISRAËL	Charles ASSOULINE, adjoint au maire, Créteil
LIBAN	Jean-Michel DACLIN, adjoint aux relations internationales, Lyon
MAROC	Jacques ROCCA SERRA, adjoint au maire, Marseille
PALESTINE	Claude NICOLET, adj. au maire de Dunkerque, conseiller communautaire délégué à la CU de Dunkerque
TUNISIE	Henri BERTHOLET, maire de Romans sur Isère
<b>GROUPES THÉMATIQUES</b>	
TOURISME SOLIDAIRE	Jean-Claude MAIRAL, vice-président du conseil régional d'Auvergne
JEUNESSE	Marie-Pierre ROUGER, conseillère régionale de Bretagne, en charge de la vie lycéenne

## BENIN

Présidente du groupe-pays : Rose-Marie Saint Germes Akar, vice-présidente de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

### Réunion du groupe-pays Bénin, le 25 février 2009

Le groupe-pays Bénin de Cités Unies France s'est réuni le 25 février 2009. Cette rencontre était axée sur le tourisme solidaire. À cette occasion, la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement) est venue présenter le projet de développement du tourisme solidaire au Bénin. La CNUCED souhaite mettre en place une articulation entre les projets locaux et nationaux dans le domaine du tourisme responsable en vue d'une meilleure cohérence des actions menées.

Les collectivités ont présenté leur conception du tourisme responsable : le développement local. La CNUCED a réaffirmé son intérêt vis-à-vis des expériences de coopération décentralisée.

Les collectivités ont proposé de s'appuyer sur l'ANCB (Association nationale des communes du Bénin) pour sensibiliser les élus locaux aux problématiques de tourisme responsable, pour monter des projets communs, et allier tourisme responsable et coopération décentralisée.

Les vacances de la Toussaint ont été pressenties pour mener une mission retour des élus français au Bénin, pour poursuivre le programme concerté Bénin. Cette mission sera ouverte aux collectivités non participantes au programme concerté.

La prochaine réunion du groupe-pays devrait se tenir à Lyon, le 13 mai. Elle traitera les thèmes de l'urbanisme et de l'éventuelle mise en place d'un représentant du groupe-pays au Bénin.

## ACTUALITES SENEGAL

### Elections locales : l'opposition serait en tête à Dakar et dans la plupart des régions

Le 22 mars 2009, quelque 5 millions de Sénégalais ont voté pour désigner les conseillers ruraux, municipaux et régionaux.

D'après les premiers résultats provisoires, qui devront être validés par les instances officielles, les coalitions des partis d'opposition, *Benno Siggil Senegaal* (« S'unir pour un Sénégal debout », en langue wolof) auraient remporté les élections dans la majorité des 14 régions du pays. L'opposition aurait même remporté la capitale, Dakar, perte d'autant plus symbolique que Karim Wade, le fils du chef de l'Etat, prétendait à la mairie et que ces élections devaient constituer pour lui un tremplin pour les élections présidentielles de 2012.

D'autres importantes agglomérations, comme Saint Louis, Kaolack ou Thiès auraient également été remportées par l'opposition.

Si les résultats se confirmaient, la victoire de *Benno Siggil Senegaal* constituerait la première défaite du parti au pouvoir depuis l'élection, en mars 2000, du président Abdoulaye Wade.

(Sources : site Internet de RFI, Afrik.com, et AFP)

## ACTUALITES TOGO

### Le Togo et l'Union européenne se concertent

L'Union européenne (UE) et le Togo ont engagé, fin 2008, un processus de dialogue permanent destiné à renforcer la coopération. La deuxième réunion s'est déroulée lundi 23 mars 2009, à Lomé, au ministère des Affaires étrangères. Plusieurs questions ont été abordées à l'occasion de cette rencontre dont celles relatives, aux réformes institutionnelles et constitutionnelles, à la préparation de l'élection présidentielle, à l'état d'élaboration du document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP), au cadre permanent de dialogue et de concertation (CPDC). L'Union européenne s'est d'ores et déjà engagée à poursuivre son appui à toutes les réformes engagées.

L'Union européenne, qui avait participé à l'organisation des élections législatives de 2007, souhaite continuer dans cette direction en vue de la préparation et de la tenue des élections présidentielles de 2010.

(Source : « Republic of Togo », le 24 mars 2009)

## EAU EN AFRIQUE

### Journée de l'Afrique au Forum mondial de l'eau à Istanbul : « Respectons nos engagements »

Chaque journée du Forum mondial de l'eau a été dédiée, parallèlement aux nombreuses sessions qui sont proposées aux participants, à une région du monde.

L'occasion pour chaque continent de présenter un état des lieux du secteur de l'eau, et de mobiliser la communauté internationale pour répondre ensemble aux défis en cours et à venir.

Le mercredi 18 mars 2009, c'est l'Afrique qui a été mise à l'honneur. A Istanbul, les acteurs du secteur se sont accordés sur le fait que des efforts immenses ont été déployés ces dernières

années pour améliorer l'accès à l'eau potable, et que l'assainissement a acquis une importance considérable durant 2008, année internationale de l'assainissement. Mais ce n'est pas suffisant : l'atteinte des OMD sur le continent africain n'est pas à l'ordre du jour..., à moins que les efforts financiers consentis ne soient démultipliés. Pourtant les engagements politiques des décideurs africains se sont multipliés durant 2008 : déclaration des chefs d'Etat à Sharm El Sheikh (juillet 2008), déclaration de Thekwini des ministres africains (février 2008), déclaration ministérielle de la semaine africaine de l'eau à Tunis (mars 2008). L'Afrique affiche aujourd'hui un niveau d'engagements politiques de haut niveau sans précédent pour le secteur.

Mais une année plus tard, la mise en oeuvre de ces engagements tarde à voir le jour. Et c'est le message principal du comité en charge de la rédaction du rapport régional Afrique pour le 5<sup>ème</sup> Forum mondial de l'eau : « Respectons nos engagements ». Pour se faire, un plan d'actions régional à court terme a été défini, qui s'appuie sur les gouvernements nationaux et locaux, ainsi que sur une mobilisation massive des partenaires au développement. Dans ce plan ambitieux qui vise à passer de l'engagement à l'action, AMCOW (Conseil des Ministres africains, chargés de l'Eau, [www.amcow.org](http://www.amcow.org)) apparaît comme l'acteur clé pour superviser et rendre compte de l'état d'avancement de cette feuille de route pour l'ensemble du continent.

Le document régional Afrique est téléchargeable à l'adresse suivante :  
[www.worldwaterforum5.org/index.php?id=2151](http://www.worldwaterforum5.org/index.php?id=2151)

(Source : Newsletter du Programme Solidarité Eau au 5<sup>ème</sup> Forum mondial de l'eau)

## **Une association de fonctionnaires au service du continent africain**

L'Association pour le Retour sur Investissement en Capital Humain en Afrique - ARICHA est une association à but non lucratif, qui rassemble des fonctionnaires français d'origine africaine ou non.

Créée en octobre 2007, l'association se présente comme un laboratoire d'idées et une force de propositions dont l'objectif est de permettre aux fonctionnaires de faire bénéficier l'Afrique des compétences professionnelles, accumulées au cours de leur carrière professionnelle et de leur parcours personnel.

L'ARICHA a d'abord été conçue comme un moyen pour favoriser la rencontre des fonctionnaires membres, et leur permettre de mutualiser leurs expériences afin de les mettre au service de tous les acteurs opérant sur le continent africain.

L'association offre en outre un accompagnement technique et psychologique aux jeunes qui souhaitent passer les concours administratifs, et appuie les fonctionnaires d'origine africaine dans leur retour, définitif ou non, sur leur continent.

L'ARICHA est toujours à la recherche de nouveaux membres, fonctionnaires ou travailleurs



du secteur privé partageant ses objectifs afin d'alimenter un vivier d'experts susceptibles d'être sollicités lors de missions correspondantes à leurs compétences.

Pour plus d'informations :

ARICHA

24 rue Simone Weil

77680 Roissy-en-Brie

Tél. : 01 70 10 04 12

Site Internet : [www.aricha.org](http://www.aricha.org)

*Pour plus d'informations :*

Astrid Frey, chargée de mission, pôle Afrique (Mauritanie, Bénin, Madagascar)

Courriel : [a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org)

Tristan Routier, chargé de mission (Mali, Burkina Faso, Niger, Togo)

Courriel : [t.routier@cites-unies-france.org](mailto:t.routier@cites-unies-france.org)

Béatrice Zareczky-Weinberg, chargée de mission (Sénégal)

Courriel : [b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org](mailto:b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org)

## AMERIQUE DU SUD (SAUF BRESIL), AMERIQUE CENTRALE, MEXIQUE ET CUBA

Président du groupe : Jean-Philippe Magnen, adjoint au maire en charge de la coopération décentralisée et du codéveloppement de Nantes

**Réunion du groupe-pays Amérique du Sud (Sauf Brésil), Amérique Centrale, Mexique et Cuba, le mercredi 1er avril 2009, de 10h à 16h30, à Cités Unies France**

Cette réunion est divisée en deux sessions : le matin est consacré à la réunion proprement dite du groupe-pays et l'après-midi sera dédié à la coopération décentralisée avec l'Argentine. L'objectif de cette dernière partie est de faire le bilan du 1<sup>er</sup> Forum franco-argentin de la coopération décentralisée qui a eu lieu en décembre 2008.

## ACTUALITES SALVADOR

### Election de Mauricio Funes à la présidence du Salvador

Mauricio Funes, candidat de l'ex-guérilla du Front Farabundo Marti pour la libération nationale (FMLN), a remporté, dimanche 16 mars 2009, l'élection présidentielle au Salvador, mettant fin à vingt ans d'hégémonie de la droite dans ce pays d'Amérique Centrale.

Selon des résultats quasi-définitifs - 92% des bulletins dépouillés -, cet ancien journaliste de télévision, âgé de 49 ans, l'emporte avec 51,2% des voix, contre 48,7% au candidat du parti au pouvoir « Alliance Républicaine Nationaliste » (ARENA), Rodrigo Avila, qui a reconnu sa défaite.

Mauricio Funes, ancien correspondant de la chaîne américaine CNN, avait promis que, s'il emportait les élections, le Salvador demeurerait un allié de Washington. Le Salvador, qui vient de rapatrier d'Irak son contingent de 200 militaires, a aussi été le seul pays d'Amérique latine à y être resté jusqu'à la fin du mandat de l'ONU, le 31 décembre.

Mauricio Funes sera investi à la présidence le 1er juin prochain. Il ne pourra pas gouverner seul car le FMLN n'a pas la majorité absolue au parlement, malgré sa victoire aux législatives de janvier. Il devra donc composer en nouant des alliances avec les partis minoritaires, comme le faisait déjà le président sortant, Elias Antonio Saca.

Le 18 janvier 2009, le FMLN avait déjà emporté les élections législatives avec 43% des votes, gagnant 5 sièges supplémentaires à l'Assemblée.

(Source : AFP)

## HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes

### Réunion du groupe-pays Haïti, le 13 mars 2009

Le groupe pays Haïti de Cités Unies France s'est réuni le vendredi 13 mars. Lors de cette réunion a été discutée l'organisation des ateliers préparatoires des Assises de la coopération décentralisée franco-haïtienne, qui se tiendra à Fort-de-Joux, le vendredi 17 et le samedi 18 avril 2009. L'objectif des journées de Fort-de-Joux est l'élaboration d'une proposition française de programme pour les Assises, prévues les 9 et 10 juillet, à Port-au-Prince. Cette proposition sera présentée au comité de pilotage haïtien pour aboutir à un programme conjoint.

Le relevé de conclusions de cette réunion sera prochainement mis en ligne sur le site de Cités Unies France.

## BRESIL

Président du groupe-pays : Michel Vauzelle, président de la Région Provence Alpes Côte d'Azur

### Réunion conjointe du groupe-pays Brésil et du comité d'organisation des 3<sup>èmes</sup> Rencontres de la coopération décentralisée franco-brésilienne du 3 mars 2009

Le président du Commissariat français de l'Année de la France au Brésil (AFB), Yves Saint-Geours, présent à la réunion, a informé que plus de 700 projets ont déjà été labellisés.

L'ouverture de l'Année aura lieu à Ouro Preto, dans le Minas Gerais, le 21 avril 2009, et se poursuivra le soir du même jour à Rio de Janeiro, par des événements festifs auxquels les collectivités françaises ont déjà été invitées.

Cette date d'inauguration devrait être retenue pour organiser la première réunion du comité mixte de la coopération décentralisée franco-brésilienne. Ce comité a été créé par le protocole additionnel à l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République fédérative du Brésil portant sur la coopération décentralisée, signé le 12 février 2008, à Saint Georges de l'Oyapock, Guyane.

Le compte-rendu de la réunion est disponible sur le site de Cités Unies France :  
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article753>

*Pour plus d'informations :*

Felicia Medina, chargée de mission, pôle Amérique Latine et Caraïbes

Courriel : [f.medina@cites-unies-france.org](mailto:f.medina@cites-unies-france.org)

## LAOS

### Réunion d'information sur le Laos

A l'occasion de la présence, en France, de l'ambassadeur de France au Laos, François Senemaud, la Délégation pour l'action extérieure des collectivités locales a organisé une réunion sur la coopération décentralisée au Laos, le 18 mars dernier.

La ville de Chinon, la région Centre, la région Rhône-Alpes, le Syndicat mixte « Mission Val-de-Loire » et le Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Ile-de-France, tous actifs au Laos, participaient à cette réunion.

## ACTUALITES INDE

### Avril - mai 2009 : élections législatives en Inde

Les 15<sup>ème</sup> élections législatives depuis l'indépendance seront organisées en Inde, entre le 16 avril et le 13 mai prochains. Plus de 714 millions d'électeurs, dont plus de 210 millions âgés de 18 à 35 ans, seront appelés à départager les partis de la coalition gouvernementale et ceux de l'opposition emmenée par les nationalistes hindous du parti Bharatiya Janata (BJP).

Ces élections qui doivent conduire au renouvellement des 543 sièges du Parlement auront lieu en 5 phases dans les 28 Etats fédérés de l'Inde :

- le 16 avril : renouvellement de 124 sièges
- le 23 avril : renouvellement de 141 sièges
- le 30 avril : renouvellement de 107 sièges
- le 7 mai : renouvellement de 85 sièges
- le 13 mai : renouvellement de 86 sièges.

Le décompte des voix aura finalement lieu le 16 mai et le nouveau Parlement devrait être en place le 2 juin.

La coalition gouvernementale menée par le parti du Congrès ou United Progressive Alliance (UPA) détient actuellement 227 sièges au Parlement, la coalition de l'opposition, la National Democratic Alliance (NDA), menée par le Bharatiya Janata Party (BJP), compte 189 sièges et la gauche, 58. Les petits partis locaux et indépendants se partagent les 69 sièges restants.

## AGENDA DE LA COOPERATION DECENTRALISEE « ASIE ET SOUS CONTINENT INDIEN »

- 2<sup>ème</sup> semestre 2009 : Rencontres des collectivités territoriales françaises et laotiennes
- Décembre 2009 / janvier 2010 : Rencontres des collectivités territoriales françaises et indiennes
- 2010 : 8<sup>ème</sup> Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne (au Vietnam)
- 2010 : 3<sup>ème</sup> Rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise (en Chine)
- 1<sup>er</sup> mai - 31 octobre 2010 : Exposition Universelle Shanghai 2010
- 10 octobre 2010 : Célébration du millénaire d'Hanoi (10 jours d'activités culturelles, artistiques et sportives)

*Pour plus d'informations :*

Hélène Migot, chargée de mission Asie

Courriel : [h.migot@cites-unies-france.org](mailto:h.migot@cites-unies-france.org)

## SERBIE

Président du groupe-pays Serbie : Alain Frémont, maire adjoint de Nevers

### **Préparation du séminaire sur la gestion des déchets, à Belgrade, les 17 et 18 juin 2009**

Ce séminaire sera organisé conjointement par Cités Unies France, la Conférence permanente des villes et municipalités de Serbie (SKGO) et l'Institut des sciences nucléaires, avec le soutien du service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France en Serbie.

L'énergie, l'eau, les déchets et les problèmes d'environnement figurent parmi les plus importants enjeux du monde actuel. Ces questions sont en particulier au cœur des préoccupations des collectivités locales qui ont de larges compétences en la matière. Les collectivités serbes, qui ont des moyens limités et peu d'expérience dans ce domaine de la gestion des déchets ménagers, sont très demandeuses d'une présentation des pratiques de leurs homologues européennes, notamment françaises

### **Réunion du groupe-pays Serbie, le 21 avril 2009**

La prochaine réunion du groupe-pays Serbie aura lieu le 21 avril prochain, de 14h30 à 16h30, dans les locaux de Cités Unies France.

*Pour plus d'informations :*

Simoné Giovetti, chargé de mission Europe

Courriel : [s.giovetti@cites-unies-france.org](mailto:s.giovetti@cites-unies-france.org)

## ALGERIE

Président du groupe-pays : Georges Morin, conseiller municipal délégué, Gières

### Le Programme Concerté Pluri-Acteurs Algérie (PCPA)

Le comité de pilotage du PCPA s'est tenu les 18 et 19 mars 2009, à Cités Unies France. De nombreux points étaient à l'ordre du jour : compte-rendu des activités de la coordination depuis novembre 2008, le bilan financier, les relations aux pouvoirs publics, les outils de communication...

Le comité de pilotage a validé les propositions des deux nouveaux territoires qui seront concernés par le Fonds d'Appui aux Initiatives Locales (FAIL) en 2009. Pour rappel, actuellement le FAIL est mis en œuvre au niveau des wilayas de Constantine et d'Oran.

Le comité de pilotage a également validé les propositions du comité d'attribution en charge du Fonds d'Initiatives Collectives et de Rencontres (FICR). Sur 14 projets déposés, 9 ont été retenus, parmi lesquels le projet de Rencontres franco-algériennes sur le renforcement des actions locales en direction des enfants et des jeunes, proposé et porté conjointement par l'association algérienne « Ecole, famille et prise en charge psychosociale », les Francas, Cités Unies France, la wilaya et la commune de Boumerdès, et la ville de Belfort.

## ACTUALITES ALGERIE

### Elections présidentielles

L'élection présidentielle algérienne se tiendra le 9 avril prochain. La campagne électorale s'est ouverte le jeudi 19 mars 2009, et prendra fin le lundi 6 avril 2009. Sur 13 candidats ayant déposés leurs candidatures, 6 ont été retenues (5 hommes et 1 femme).

## ISRAEL

Président du groupe-pays Israël : Charles Assouline, maire adjoint de Créteil

### Assises de la coopération décentralisée

Les assises de la coopération décentralisée franco-israélienne auront lieu les 3 et 4 novembre 2009.

La ville de Paris accueillera cet événement.

## PALESTINE

Président du Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine (RCDP) : Claude Nicolet, conseiller communautaire, Dunkerque

### **Mission dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie, 1<sup>er</sup> au 8 mars 2009 - Cités Unies France, Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine**

Une délégation d'une quinzaine d'élus locaux, présidée par Charles Josselin, s'est rendue en Palestine. Elle a pu rentrer dans la Bande de Gaza alors que deux délégations de Barcelone et d'Italie n'ont pas reçu d'autorisation.

Les élus ont pu se rendre compte sur place des conséquences de l'offensive militaire israélienne menée dans la Bande de Gaza aux mois de décembre 2008 et de janvier 2009. Cette mission, menée dans le cadre du Fonds d'urgence et de solidarité, créé par Cités Unies France et le Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine, a permis d'identifier les initiatives et projets qui pourront être soutenus par ce Fonds.

L'offensive israélienne s'est doublée d'une guerre de propagande de part et d'autre menée la plupart de temps par des gens qui n'étaient pas sur place.

La délégation de Cités Unies France et du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine n'ont pas vu les blessés, mais a pu constater objectivement les dégâts matériels causés par les bombardements israéliens. Tout ce qui relève de l'Autorité palestinienne a été détruit, les ministères, les commissariats notamment. Au-delà, l'armée israélienne s'est attaquée, indiscutablement, à l'économie de Gaza. La zone industrielle du nord a été rasée aux bulldozers après avoir été bombardée. Les cultures et les vergers ont été dévastés, ainsi que tout ce qui n'était pas souterrain en matière d'eau et d'assainissement. Enfin, quelques écoles, hôpitaux, bibliothèques ont été touchées.

Notons que l'agence des Nations Unies, l'UNRWA, qui intervient à Gaza, notamment dans le domaine de l'éducation en apportant des enseignements auprès de 200 000 élèves et dans le domaine de la santé (via 20 centres), a été victime d'une attaque aux bombes au phosphore. Le hangar qui stockait papiers, manuels scolaires et livres a été totalement détruit. Un réservoir de 100 000 litres d'essence a, par miracle, échappé à l'explosion.

La délégation s'est rendue aussi à Rafah. Elle a pu y constater les effets dévastateurs des bombardements quotidiens de l'aviation israélienne sur la zone frontalière avec l'Égypte. Il est apparu que toutes ces destructions ne découragent pas les creuseurs de tunnels, ces tunnels étant la seule manière de briser le blocus israélien. En effet, les produits entrent au compte-gouttes. Citons parmi les besoins les plus urgents, les produits alimentaires, l'eau potable, le gaz, le matériel médical. Faire entrer l'aide humanitaire à Gaza est actuellement une priorité pour les agences internationales et notamment celles de l'ONU, Israël limitant fortement l'accès de l'aide. L'OCHA précise que, durant le mois de janvier 2009, Israël avait permis l'accès à Gaza à 122 camions d'aide humanitaire par jour, contre 631 camions par



jour, en janvier 2007.

La délégation a pu rencontrer, à Ramallah, Salam Fayyad, Premier ministre Palestinien démissionnaire. Sa démission pourrait être la première étape de la mise sur pied d'un gouvernement d'Union nationale entre le Fatah et le Hamas ; un tel gouvernement mettrait fin aux divisions palestiniennes et pourrait lever les obstacles pour des négociations globales. Il est à noter que la communauté internationale serait prête à le soutenir.

Le Premier ministre palestinien a réaffirmé, devant la délégation, que l'Autorité palestinienne reconnaissait l'existence d'Israël. Il attend, en retour, une position claire du nouveau gouvernement israélien sur la reconnaissance d'un Etat palestinien, estimant que si Benjamin Netanyahu la refuse cela forcera la communauté internationale prendre ses responsabilités.

### **Que retenir de cette mission ?**

- la levée du blocus de Gaza et l'ouverture des points de passage sont primordiales ;
- il existe une forte attente de la communauté internationale pour que le droit s'applique partout, en territoire palestinien, comme ailleurs ;
- sans un accord politique, durable et juste, la reconstruction et l'envoi d'aide financière semblent dérisoires. Pourquoi reconstruire ce qui peut être détruit le lendemain, et surtout comment le faire quand les Israéliens interdisent l'entrée à Gaza de tous matériaux permettant la reconstruction ?
- les conditions de vie sont difficiles, malgré la présence de l'UNRWA (mission de l'ONU sur place), mais le peuple palestinien garde l'espoir et croit en un avenir plus juste ;
- enfin, concernant la légitime défense invoquée par Israël pour mener son offensive, il est apparu que, malgré les destructions, le nombre de roquettes tirées en direction d'Israël depuis est en forte augmentation.

### **Quelques chiffres du conflit reportés par l'équipe d'experts qui assiste l'Autorité palestinienne dans la négociation sur le statut de la Palestine (NSU)**

Gaza, c'est 1,6 millions d'habitants sur une bande de terre longue de 40 km. Selon les chiffres officielles, l'offensive militaire israélienne a fait 1 440 morts (dont 49 combattants du Hamas, 431 enfants, 114 femmes) et 5 300 blessés (dont 1 872 enfants et 800 femmes). 14 000 habitations ont été détruites.

### **Journées de restitution de la mission, à Strasbourg, le 22 avril 2009**

Une journée de restitution sera organisée à Strasbourg, au Parlement européen, le mercredi 22 avril 2009, de 15h00 à 16h30.

Toute collectivité territoriale intéressée est invitée à s'inscrire à cette réunion.

Pour plus d'informations :

Site de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article684>

Lien du blog :

<http://gaza-cuf.blogspot.com/>

## Réunion du RCDP, le 9 avril 2009, à Montreuil

La prochaine réunion du RCDP se tiendra le jeudi 9 avril, à la Mairie de Montreuil. Consacrée à la question de l'eau et de l'assainissement, cette réunion permettra de mieux comprendre le contexte palestinien en matière de gestion de l'eau et d'assainissement, de faire le point sur la coopération décentralisée dans ces domaines, de prendre connaissance de programmes ou projets de coopération de bailleurs bilatéraux ou multilatéraux et de réfléchir aux perspectives de travail commun.

## RAPPEL : SYRIE

Le premier Congrès des villes euro-syriennes aura lieu à Damas, les 9 et 10 mai 2009, à l'initiative du Centre régional pour le développement local durable, mis en place dans le cadre du programme de Modernisation de l'Administration Municipale (MAM) financé par l'Union européenne.

Pour plus d'information :

<http://www.commed-cglu.org/spip.php?article190>

*Pour plus d'informations :*

Linda Naili, chargée de mission, pôle Méditerranée (Maroc, Algérie, Palestine, Tunisie)

Courriel : [l.naili@cites-unies-france.org](mailto:l.naili@cites-unies-france.org)

Virginie Rouquette, chargée de mission, pôle Méditerranée (Maroc, Liban, Tunisie)

Courriel : [v.rouquette@cites-unies-france.org](mailto:v.rouquette@cites-unies-france.org)

Simoné Giovetti, chargé de mission, pôle Méditerranée (Palestine, Israël, Réseau européen COEPP)

Courriel : [s.giovetti@cites-unies-france.org](mailto:s.giovetti@cites-unies-france.org)

## JEUNESSE

Présidente du groupe thématique : Marie Pierre Rouger, conseillère régionale, conseil régional de Bretagne

### Le mot de la présidente

« La jeunesse, dans toute sa diversité et avec tous ses idéaux, est au cœur des priorités de la région Bretagne. Pour favoriser l'ouverture internationale des jeunes Bretons et les sensibiliser aux problématiques du développement, nous avons créé des dispositifs ciblés pour offrir un appui spécifique aux projets de solidarité internationale portés par des jeunes.

Heureusement, la région Bretagne n'est pas seule à avoir fait ce choix, bien d'autres collectivités régions, départements, communes ont pris le parti d'accorder une place à part entière aux jeunes dans la mise en œuvre de leur politique de solidarité internationale.

Nouvellement appelée à assumer les fonctions de présidente du groupe jeunesse, je souhaiterais pouvoir donner une plus grande visibilité aux actions jeunesse à l'international et encourager in fine une mise en œuvre transversale des politiques jeunesse et de l'action internationale des collectivités. Il me tiendra à cœur d'impulser la mise en place de systèmes facilitant la transmission de l'information et la coopération pluri-acteurs.

Dans un contexte de crise, nous nous devons de veiller à ce que chaque jeune puisse développer et faire valoir son plein potentiel dans l'action internationale des collectivités territoriales. La convention de partenariat conclue avec le Haut Commissariat à la jeunesse sera le cadre pour identifier les enjeux et les menaces de l'engagement des jeunes à l'international.

Le premier pas que j'entreprends est la constitution d'une cellule de réflexion, composée d'élus, d'agents territoriaux, de représentants du milieu associatif jeunesse et solidarité internationale, des représentants de l'Etat et des jeunes des conseils de jeunesse. Ce groupe aura pour mission de participer à la pleine visibilité des projets jeunesse à l'international, afin que chacune de ces expériences, bonnes ou mauvaises soient partagées au niveau national.

La Stratégie d'action jeunesse 2009 repose sur l'idée maîtresse que le soutien à accorder aux jeunes ne saurait s'arrêter à la mise en œuvre de quelques mesures isolées, mais qu'il doit être coordonné au sein de chaque collectivité comme une préoccupation qui transcende la mission de chaque service. C'est pourquoi, grâce à quelques temps forts que nous organiserons, telles les 2èmes Assises prévues en Région Bourgogne début juillet 2009, nous témoignerons de la volonté des collectivités de favoriser le plein engagement des jeunes dans la solidarité internationale. »

**Marie Pierre Rouger**  
Présidente du groupe thématique Jeunesse

*Pour plus d'informations :*

Fabiola Rivas, chargée de mission Jeunesse

Courriel : [f.rivas@cites-unies-france.org](mailto:f.rivas@cites-unies-france.org)

Président du groupe thématique : Jean-Claude Mairal, vice-président du conseil régional d'Auvergne

## **Réunion de la plateforme tourisme de la CNCD, élargie aux pouvoirs locaux - 28 avril 2009, Cités Unies France, à 14h30**

Les signataires de la Déclaration d'intention de partenariat pour une réflexion commune et des actions pilotes autour du tourisme responsable ont décidé l'ouverture exceptionnelle de la réunion du 28 avril à l'ensemble des structures de pouvoirs locaux.

Construire une réflexion et une méthodologie commune autour du développement touristique associant les différents ministères et des structures impliquées dans cette thématique (AFD, Sénat, CUF) nécessite de communiquer plus largement auprès d'acteurs comme les collectivités et réseaux de pouvoirs locaux.

Cette session extraordinaire aura vocation à sensibiliser l'ensemble des acteurs à la fois sur la thématique et sur l'évolution des travaux associés au sein de ce projet fédérateur.

Une invitation, cosignée par la DAECL et Cités Unies France, parviendra au début du mois d'avril à l'ensemble des collectivités adhérentes à Cités Unies France et autres structures de pouvoirs locaux.

## **Journées tourisme et coopération au développement en Méditerranée, les 19 et 20 février 2009, Villanova y la Geltru - Barcelona**

Organisée par la région Catalogne, la ville de Barcelone et l'Université de Barcelone, la cinquième édition des journées sur le tourisme et la coopération au développement en Méditerranée a mis à l'honneur le Liban, la Jordanie et la Syrie.

Cet espace géographique riche de son unité et de ses différences a rassemblé chercheurs, spécialistes et acteurs du tourisme, du patrimoine et de la culture des deux rives, venus partager leur intérêt commun pour un développement touristique mesuré et durable.

En matière de coopération décentralisée, le partenariat Aix-en-Provence - Baalbeck, parmi les plus dynamiques au Liban, a illustré l'action des collectivités, les besoins et le potentiel existants sur les territoires.

En présence de Bassam Raad, président du conseil municipal de Baalbeck et président du Réseau des Villes Historiques et Archéologiques (RVHA), l'accent a été mis sur le RVHA depuis sa création en 2001, à la signature d'un accord de coopération entre la ville de Baalbeck, le RVHA et la ville d'Aix-en-Provence, en 2003, jusqu'à ses projets futurs envisagés en 2009 et 2010.

Le partage des savoir-faire en matière de développement du tourisme pour développer de nouvelles perspectives de développement local grâce à une réflexion commune des acteurs impliqués constitue les principales attentes des villes de Baalbek et d'Aix-en-Provence.

Parmi les actions portées par ce partenariat triangulaire figurent l'accompagnement institutionnel, la réflexion commune sur les thématiques du patrimoine historique, l'aide au développement du réseau, l'appui aux bureaux municipaux de développement touristique.

Animé d'un fort dynamisme, le RVHA, appuyé par ces deux villes, contribue à l'évolution du territoire et au renforcement de l'échelon local dans sa réflexion de développement touristique, culturel et économique.

*Pour plus d'informations :*

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission Tourisme responsable  
Courriel :

[ac.gaudru@cites-unies-france.org](mailto:ac.gaudru@cites-unies-france.org)

- 2008 : organisation de la première conférence thématique du RVHA sur le thème de la « Gestion participative du patrimoine » à Baalbeck et Jbeil-Byblos ;
- 2009 : évolution vers un accompagnement pour l'élaboration d'un volet du schéma de développement local de la ville de Baalbeck, intégrant activités touristiques, valorisation du patrimoine archéologique et développement urbain ;
- consolidation du Réseau avec la deuxième conférence thématique, qui se déroulera en Jordanie sur le thème « Les politiques de développement touristique et la sensibilisation des habitants » ;
- 2010 : relais d'initiatives régionales, Baalbeck fera l'objet d'un workshop pour diffusion et appropriation de la méthode de travail utilisée ;
- 2008 : organisation de la première conférence thématique du RVHA sur le thème de la « Gestion participative du patrimoine » à Baalbeck et Jbeil-Byblos ;
- 2009 : évolution vers un accompagnement pour l'élaboration d'un volet du schéma de développement local de la ville de Baalbeck, intégrant activités touristiques, valorisation du patrimoine archéologique et développement urbain ;
- consolidation du Réseau avec la deuxième conférence thématique, qui se déroulera en Jordanie sur le thème « Les politiques de développement touristique et la sensibilisation des habitants » ;
- 2010 : relais d'initiatives régionales, Baalbeck fera l'objet d'un workshop pour diffusion et appropriation de la méthode de travail utilisée.

## PROGRAMME ANE/AL

### Appels à propositions en cours (Crédits 2008)

Seuls certains des 36 appels à propositions décentralisés (Objectif I) sont encore en cours. En effet, tous les appels à propositions centralisés (AP « Multi-pays » ; AP « EAD » ; AP « Coordination ») ont été lancés et sont aujourd'hui clôturés.

Concernant les appels à propositions décentralisés :

- 28 ont été publiés et 12 sont d'ores et déjà clôturés
- 16 sont en cours
- 8 restent à publier

Les appels actuellement ouverts concernent : Argentine, Biélorussie, Haïti, Kazakhstan, Maroc, Mozambique, Paraguay, Philippines, RCA, Sierra Leone, Tchad, Togo, Venezuela, Yémen, Zambie et Zimbabwe (16).

Les appels à propositions restent à lancer pour 8 pays : Arménie, Cap Vert, Chili, Colombie, Géorgie, Guyane, Indonésie, Mauritanie.

*Plus d'informations :*

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article623>

### Programme ANE/AL : plan d'action annuel 2009

La version définitive du Plan d'Action Annuel (PAA) 2009 du programme européen « Acteurs non étatiques et Autorités locales » devrait paraître au cours du mois d'avril prochain.

En effet, suite à la dernière réunion du comité de management DCI, réunissant des représentants de la Commission européenne et des Etats membres, du 4 mars dernier, le PAA 2009 devrait être prochainement publié.

Pour mémoire : l'évaluation à mi-parcours du programme européen « Acteurs non étatiques et Autorités locales » commencera à la fin de l'année 2009.

## APPEL A PROPOSITIONS DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT, L'EAU ET L'ENERGIE

**Facilité pour l'Eau et Facilité pour l'énergie** – *a priori*, les prochains appels à propositions concernant la Facilité pour l'Eau et la Facilité pour l'énergie ne devraient pas être publiés avant la fin de l'année 2009 / début 2010.

**Programme européen « ENRT »** – *a priori*, les prochains appels à propositions concernant le programme « Environnement et gestion durable des ressources naturelles, dont l'énergie » devraient être publiés courant avril ou mai 2009.

## **APPEL A PROPOSITIONS DANS LE DOMAINE DE LA CITOYENNETE ACTIVE**

**Rencontres de citoyens liées au jumelage de villes** – Appel à propositions dans le cadre du programme « L 'Europe pour les citoyens »

(Date limite de candidature : 1<sup>er</sup> juin ou 1<sup>er</sup> septembre 2009 / Zone géographique : UE et Croatie)

Objectif : Favoriser les échanges directs entre citoyens européens par leur participation à des activités de jumelage de villes

**Réseaux thématiques de villes jumelées** – Appel à propositions dans le cadre du programme « L 'Europe pour les citoyens »

(Date limite de candidature : 1<sup>er</sup> septembre 2009 / Zone géographique : UE et Croatie)

Objectif : Développer des réseaux de villes (minimum 3 événements)

*Plus d'informations :*

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article758>

## **APPEL A PROPOSITIONS DANS LE DOMAINE DE LA CULTURE**

**2009 - année européenne de la créativité et de l'innovation par l'éducation et la culture**

**Accès à la culture locale, protection et promotion de la diversité culturelle** – Appel à propositions dans le cadre du programme « Investir dans les ressources humaines »

(Date limite de candidature : 9 avril 2009 / Zone géographique : UE ; Hors UE – plus de 150 pays)

Objectif : Permettre l'accès à la culture ainsi que la protection et la promotion de la diversité culturelle .

*Plus d'informations :*

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article720>

**Projets de coopération avec les pays tiers** - Appel à propositions dans le cadre du programme « Culture »

(Date limite de candidature : 1<sup>er</sup> mai 2009 / Zone géographique : UE ; Arménie, Biélorussie, Egypte, Georgie, Jordanie, Moldavie, Territoires palestiniens et Tunisie)

Objectif : Soutenir des projets de coopération culturelle visant à des échanges culturels

*Pour plus d'informations :*

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article751>

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article757>

**Soutien en faveur de programmes ou de dispositifs de mobilité transnationale dans le domaine de la culture** - Appel à propositions dans le cadre du programme « Culture »

(Date limite de candidature : 15 mai 2009 / Zone géographique : UE)

Objectif : Soutenir la mobilité des artistes et des professionnels de la culture

*Plus d'informations :*

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article752>

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article757>

## PLATEFORME EUROPÉENNE DES AUTORITÉS LOCALES ET RÉGIONALES POUR LE DÉVELOPPEMENT

### Première réunion de la plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le développement

Le 11 mars dernier a eu lieu, à Bruxelles, la première réunion de la Plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le développement. A cette occasion, Angelo Baglio, directeur adjoint d'EuropeAid, a insisté sur le fait que cette Plateforme était « une opportunité unique pour structurer le dialogue entre les autorités locales et régionales et la Commission européenne. »

Cette première réunion de la Plateforme a été l'occasion pour les participants, représentants d'autorités locales et régionales du Nord et du Sud et représentants de leurs associations nationales, européennes et mondiale représentatives, d'échanger sur leur contribution à la coopération pour le développement et sur leurs pratiques de coopération dans le domaine de l'eau.

En période de crise, il a été rappelé que l'aide publique au développement était menacée et qu'il convenait donc de s'interroger sur l'efficacité de l'aide mais plus globalement sur l'efficacité du développement. Dans ce contexte, la Plateforme va s'attacher à évaluer les modalités de coopération mises en œuvre par les autorités locales et régionales et à contribuer ainsi à la réflexion sur l'efficacité de l'aide.

Deux semaines avant le 5<sup>ème</sup> Forum mondial de l'eau d'Istanbul, les représentants des autorités locales du Sud présents ont précisé certaines de leurs attentes vis-à-vis de leurs partenaires européens :

- des échanges d'expériences concernant les modes de gestion du service public de l'eau, et notamment concernant les relations avec le secteur privé ;



- le développement d'actions conjointes « eau potable et assainissement » ;
- une réflexion sur la pérennisation des actions financées dans le cadre des programmes d'aide au développement.

La prochaine réunion de la Plateforme aura lieu le 29 mai 2009, à Marseille, et portera notamment sur l'approche territoriale et l'efficacité de l'aide.

**RAPPEL :** La Plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le développement, lancée à l'occasion de la 3<sup>ème</sup> édition des Journées européennes du développement, en novembre dernier, et soutenue financièrement par la Commission européenne, a vocation :

- à faciliter la diffusion de l'information et des expériences,
- à coordonner la voix et les positions des autorités locales et régionales,
- à consolider le dialogue des autorités locales et régionales avec les institutions européennes, et en particulier avec la Commission européenne, et les ONG.

Elle regroupe une vingtaine de partenaires représentatifs des autorités locales et régionales, dont Cités Unies France. Le portage administratif et le secrétariat technique sont assurés par le CCRE.

*Pour plus d'informations :*

Hélène Migot, chargée de mission Institutions européennes

Courriel : [h.migot@cites-unies-france.org](mailto:h.migot@cites-unies-france.org)

# CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS (CGLU)



## 5<sup>ème</sup> Forum mondial de l'eau, à Istanbul, du 16 au 22 mars 2009

Dans le cadre de ce 5<sup>ème</sup> Forum mondial de l'eau, qui a réuni, à Istanbul, du 16 au 22 mars 2009, plus de 25 000 participants mondiaux concernés par l'eau et l'assainissement, CGLU a organisé comme ce fut le cas à Mexico, en 2006, deux journées entières consacrées aux autorités locales et régionales.

Trois tables rondes ont traité de :

- la gouvernance,
- la gestion des risques liés aux changements climatiques,
- les défis de l'assainissement dans les contextes d'urbanisation rapide.

Les échanges et interventions ont rappelé le rôle fondamental des maires et élus locaux et régionaux dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), dont la bataille engagée pour relever le défi de l'eau et donner au droit à l'eau l'effectivité sans laquelle il ne resterait qu'un discours.

L'assemblée générale des autorités locales et régionales a permis de clore les réflexions par l'adoption, le 19 mars, devant 250 maires et représentants de villes et régions, du Pacte d'Istanbul sur l'eau.

Ce Pacte réaffirme que l'accès à l'eau et à l'assainissement est un droit fondamental pour tous les êtres humains. Il constitue un appel à l'action et engage les gouvernements locaux et régionaux à réaliser des plans locaux avec des objectifs concrets pour améliorer la gestion de l'eau et l'assainissement.

Le Pacte d'Istanbul sur l'eau est téléchargeable sur :  
[www.worldwaterforum5.org/index.php?id=2136](http://www.worldwaterforum5.org/index.php?id=2136)

## **RAPPEL : Journée de restitution de l'étude sur le renforcement de capacités de maîtrise d'ouvrage en coopération décentralisée, le 28 avril 2009**

En 2007, le Fonds pour la promotion des Études préalables, des Etudes transversales et des Evaluations (F3E), Cités Unies France et le Programme d'Appui à la Décentralisation au Maroc (PAD-Maroc), ont décidé de lancer une capitalisation d'expérience sur le thème suivant : « Accompagner les collectivités territoriales du Sud dans la gouvernance de leur territoire. Comment la coopération décentralisée peut-elle renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités partenaires ? »

Achevée début 2009, cette étude s'est avérée particulièrement riche d'enseignements. Elle a favorisé une meilleure appréhension de la notion d'appui institutionnel. Elle a aussi aidé à mieux cerner les difficultés rencontrées par les collectivités territoriales en la matière. Enfin, elle a permis d'identifier des initiatives novatrices et de mieux comprendre la façon dont certains partenariats ont procédé pour prendre à bras le corps cette question du renforcement de la maîtrise d'ouvrage.

Cités Unies France et le F3E souhaitent partager ces enseignements et les mettre en débat avec les acteurs de la coopération décentralisée autour d'une rencontre qui se tiendra le mardi 28 avril 2009, au Conseil régional d'Île-de-France, Salle Delouvrier, 35, boulevard des Invalides - Paris 7<sup>ème</sup>.

Le programme provisoire de la rencontre est disponible sur le site de Cités Unies France à l'adresse suivante :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article754>

## **RAPPEL : Appel à contributions pour les cahiers de la coopération décentralisée**

L'appel à contributions pour les cahiers de la coopération décentralisée est toujours ouvert. L'intégralité de cet appel à contributions est disponible sur le site de Cités Unies France à l'adresse suivante :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article557>

## **RAPPEL : Coopération décentralisée et SEM**

Françoise Brunet, consultante, travaillera avec Cités Unies France, l'AFD et la Fédération des EPL sur l'élaboration d'un guide pratique « SEM et coopération décentralisée ». Elle prendra attache avec les collectivités territoriales et les SEM dont l'expérience à l'international peut alimenter la réflexion à ce sujet.

Le guide paraîtra à l'automne 2009.

## MIGRANTS ET CODEVELOPPEMENT

### **Migrants, codéveloppement et coopération décentralisée : quelles incidences de l'évolution du contexte institutionnel sur la pratique des collectivités ?**

L'implication des associations de migrants dans le développement de leur pays d'origine, et les synergies potentielles entre ces actions (regroupées sous le vocable de codéveloppement) et la coopération décentralisée, font l'objet d'une attention toute particulière de la part de Cités Unies France, et ce depuis de nombreuses années. En effet, les migrants sont de plus en plus considérés comme un levier important à mobiliser dans les actions d'aide au développement, et à ce titre, comme des partenaires précieux pour les collectivités, en particulier dans le cadre de leurs programmes de coopération décentralisée. Dans cette optique, Cités Unies France a publié, début 2008, un document de réflexion, issu d'un travail entamé fin 2004, consacré à l'implication des migrants dans la coopération décentralisée, et aux interactions entre coopération décentralisée et codéveloppement.

Cependant, le cadre institutionnel de cette politique de codéveloppement a depuis été modifié par la création du ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement (MIHIC), en mai 2007. Ce nouveau ministère est désormais chargé de mettre en oeuvre la politique de codéveloppement de l'Etat français. En liaison avec le ministre des Affaires étrangères et européennes et le ministre de l'Economie, des finances et de l'emploi, le MIHIC participe à la définition et à la mise en oeuvre des autres politiques de coopération et d'aide au développement qui concourent au contrôle des migrations. »

Ce changement institutionnel correspond à d'un changement de stratégie en matière de codéveloppement. Les conventions de codéveloppement, signées en 2000 avec le Mali et le Sénégal, ont ainsi laissé place aux accords de gestion concertée des flux migratoires et de codéveloppement. A l'heure actuelle avec près d'une dizaine de pays de la zone ACP ont signé ces accords.

Dans cette perspective, et afin de répondre au mieux aux préoccupations des collectivités territoriales sur ce sujet, Cités Unies France organisera une Journée de la coopération décentralisée consacrée à la thématique des migrants et du codéveloppement. Cette rencontre se déroulera au mois de juin 2009 et rassemblera les collectivités territoriales, les associations de solidarité internationale issue de l'immigration ainsi que les représentants des ministères concernés.

*Pour plus d'informations :*

Virginie Rouquette, chargée de mission (appui institutionnel, « Cahiers de la coopération décentralisée », guide SEM et coopération décentralisée)

Courriel : [v.rouquette@cites-unies-france.org](mailto:v.rouquette@cites-unies-france.org)

Tristan Routier, chargé de mission (migrants et codéveloppement)

Courriel : [t.routier@cites-unies-france.org](mailto:t.routier@cites-unies-france.org)

## DROIT ET COOPERATION DECENTRALISEE

**Atelier sur le champ de l'action extérieure des collectivités locales, le 10 mars dernier, au Sénat**

Cités Unies France et la Région Ile-de-France se sont associées pour organiser, le 10 mars dernier, au Sénat, un atelier de haut niveau portant sur le champ de l'action extérieure des collectivités territoriales, et plus particulièrement, sur ses fondements et son régime juridique.

L'action des collectivités locales n'est en effet plus circonscrite à la seule coopération décentralisée et nous assistons à une multiplication croissante des mécanismes d'appui, hors partenariat institutionnel local, aux associations et aux établissements publics dans leurs projets de solidarité ou de rayonnement international.

Or, le régime juridique de cet important volet de l'action des collectivités françaises semble aujourd'hui fragilisé suite à un jugement de juillet 2008.

En effet, le tribunal administratif de Paris a considéré qu'une subvention de la Région Ile-de-France à une association locale de solidarité internationale se situait en dehors du champ de la loi Thiollière et ne présentait en outre aucun intérêt local.

Face aux nombreuses questions soulevées par cette décision au sein des collectivités territoriales, un débat s'imposait afin d'échanger sur cette question entre parlementaires, élus locaux, juristes et société civile.

L'atelier a réuni près d'une cinquantaine de participants et les échanges avec les intervenants, dont, notamment, Michel Thiollière, sénateur, Yves Gounin, maître des requêtes au Conseil d'Etat, Antoine Joly, délégué à l'Action extérieure des collectivités locales, Charles Josselin, président de Cités Unies France, ont permis de traiter de l'ensemble des questions.

Les conséquences éventuelles pour la coopération décentralisée d'une suppression de la clause générale de compétence ont également été évoquées.

Ayant été contraints de limiter la participation à cet atelier pour des raisons strictement matérielles, Cités Unies France et la Région Ile-de-France en établissent les actes qui seront disponibles à compter de début mai 2009.

*Pour plus d'informations :*

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (questions juridiques)

Courriel : [b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org](mailto:b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org)

# AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France ([www.cites-unies-france.org](http://www.cites-unies-france.org))

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Réunion du groupe-pays Amérique du Sud (Sauf Brésil), Amérique Centrale, Mexique et Cuba	CUF	1 <sup>er</sup> avril	CUF
Assises de la coopération décentralisée au Niger	Niamey	1 <sup>er</sup> - 3 avril	Ambassade de France au Niger
Colloque international : culture et création, facteur de développement	Bruxelles	2 - 3 avril	Commission européenne
Réunion du groupe-pays Sénégal	CUF	3 avril	CUF
Réunion de la cellule Jeunesse	CUF	6 avril	CUF
Réunion du groupe-pays Pologne	CUF	7 avril	CUF
Réunion du bureau exécutif	CUF	8 avril (après-midi)	CUF
Réunion du RCDP sur l'eau	Montreuil	9 avril	RCDP
Réunion de la commission « Environnement et développement durable » de l'AFCCRE	Orléans	9 avril	AFCCRE
Ateliers préparatoires des assises de la coopération décentralisée franco-haïtiennes	Fort de Joux	17 - 18 avril	Comité de pilotage des assises
Réunion du groupe-pays Serbie	CUF	21 avril (après-midi)	CUF
Réunion de restitution de la Mission RCDP - CUF dans la Bande de Gaza et Cisjordanie	Parlement européen	22 avril (après-midi)	RCDP - CUF
24 <sup>ème</sup> Etats généraux des Communes et Régions d'Europe	Malmö (Suède)	22 - 24 avril	CCRE
Réunion de la plateforme tourisme de la CNCD, élargie aux pouvoirs locaux	CUF	28 avril (après-midi)	CUF - CNCD
Réunion de restitution de l'étude de capitalisation sur le renforcement de capacités de maîtrise d'ouvrage en coopération décentralisée	Conseil régional Ile-de-France	28 avril	CUF - F3E - PAD

# AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Congrès des villes euro-syriennes	Damas	9 - 10 mai	Centre Régional pour le Développement Local Durable
<b>Réunion du groupe-pays Mauritanie</b>	<b>Arles</b>	<b>29 mai</b>	<b>CUF</b>
Deuxième réunion de la plateforme des autorités locales et régionales pour le développement	Marseille	29 mai	Plateforme
Bureau exécutif de CGLU	Copenhague	1 - 4 juin	CGLU
<b>Rencontres franco-algériennes sur le renforcement des actions locales en direction des enfants et des jeunes</b>	<b>Boumerdes (Algérie)</b>	<b>15 - 16 juin</b>	<b>CUF - ville de Belfort - Francas (PCPA Algérie)</b>
Séminaire sur gestion des déchets	Belgrade	17 - 18 juin	Conférence permanente des villes et municipalités de Serbie/ CUF/ Institut des sciences nucléaires/ Ambassade de France
<b>Journée de la coopération décentralisée : 'Migrants, codéveloppement et la coopération décentralisée'</b>	<b>Paris</b>	<b>24 juin</b>	<b>CUF</b>
<b>Assises de la coopération décentralisée franco-haïtienne</b>	<b>Port au Prince</b>	<b>9 - 10 juillet</b>	<b>Comité de pilotage des assises</b>
Première conférence nationale des jumelages et partenariats « accélérateurs de citoyenneté européenne »	Tours	11 - 12 septembre	AFCCRE
Semaine économique de la Méditerranée	Marseille	7 - 10 octobre	
Semaine européenne de la démocratie locale	Strasbourg	12 - 18 octobre	Conseil de l'Europe
<b>Assises de la coopération décentralisée franco-israéliennes</b>	<b>Paris</b>	<b>3 - 4 novembre</b>	<b>CUF - Paris</b>
Conseil mondial de CGLU	Canton	12 - 14 novembre	CGLU

## COLLECTION «GROUPE - PAYS» : 25,00 EUROS

- Dossier pays POLOGNE  
(nouvelle édition - décembre 2008)
- Dossier pays ROUMANIE  
(nouvelle édition - décembre 2008)
- Dossier pays HONGRIE (2005)
- Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE (2005)
- Dossier pays CROATIE (2006)
- Dossier pays CHINE  
(à paraître 2009)
- Dossier pays JAPON (2007)
- Dossier pays TURQUIE  
(première édition 2008)
- Dossier pays MAROC (2007)
- Dossier pays TUNISIE (2005)
- Dossier pays LIBAN (2007)
- Dossier pays ISRAEL (2007)
- Dossier pays PALESTINE  
(première édition 2008)
- Dossier pays BRÉSIL (2006)
- Dossier pays NICARAGUA (2006)
- Dossier pays CUBA  
(à paraître en 2009)
- Dossier pays SENEGAL (2007)
- Dossier pays MAURITANIE  
(2008)
- Dossier pays MALI  
(première édition 2009)
- Dossier pays BÉNIN  
(à paraître en 2009)
- Dossier pays TOGO  
(à paraître en 2009)
- Dossier pays BURKINA FASO  
(à paraître en 2009)
- Dossier Pays AFRIQUE CENTRALE  
(à paraître en 2009)

## REPERTOIRES DES PARTENARIATS DE COOPERATION DECENTRALISEE :

15,00 EUROS

- franco- polonais
- franco- roumains
- franco- tchèques
- franco-hongrois
- franco-chinois
- franco-japonais
- franco- algériens
- franco-marocains
- franco-tunisiens
- franco-libanais
- franco-israéliens
- franco-palestiniens
- franco-américains  
(France - Etats-Unis)
- franco-américains  
(en anglais)
- France - Amérique Latine et Caraïbes
- franco-sénégalais
- franco-togolais
- franco-burkinabé
- franco-maliens
- franco-malgaches
- franco-béninois
- franco-mauritaniens

## COLLECTION « REFLEXIONS » :

15,00 EUROS

- Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé (2003)
- Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)
- L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)
- Migrants et collectivités territoriales (2008)

## COLLECTION « REFERENCE » :

25,00 EUROS

- Les instruments juridiques de la coopération décentralisée  
(nouvelle édition - décembre 2008)



## COLLECTION « GROUPE -PAYS » : 40,00 EUROS

(comprenant le Répertoire des  
partenariats)

- Dossier pays VIETNAM  
(2005)

## OUVRAGES HORS COLLECTION

- Coopération décentralisée pour  
le développement durable,  
guides méthodologiques, en  
partenariat avec l'AFCCRE et  
l'Association 4D. (2005) :  
15 euros
- L'évaluation des partenariats de  
coopération décentralisée :  
10 euros
- Coopération décentralisée au  
développement local urbain en  
Afrique-2 volumes (2000) :  
10 euros
- DVD « Voter en Palestine »  
(2007) :  
21 euros

## PROMOTION !

- Dossier pays PALESTINE +  
DVD « Voter en Palestine » :  
35 euros

## BON DE COMMANDE

à retourner à Cités Unies France

Fax : 01 53 41 81 41

Nom.....  
Prénom.....  
Fonction.....  
Collectivité.....  
Adresse.....  
CP..... Ville.....  
Tél. :.....Fax :.....  
Courriel :.....

Je joins un chèque de .....euros  
à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)

Je paye par virement administratif (joindre le  
bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi - 5 pour l'étranger

Pour plus d'information, merci de contacter :  
Katarina FOTIC :  
Courriel : [k.fotic@cites-unies-france.org](mailto:k.fotic@cites-unies-france.org)

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande sur le site Internet  
de Cités Unies France :  
[www.cites-unies-france.org/spip.php?  
rubrique46](http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46)

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : [coop-dec@cites-unies-france.org](mailto:coop-dec@cites-unies-france.org)

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet



9, rue Christiani 75018 Paris • Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 • Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : [www.cites-unies-france.org](http://www.cites-unies-france.org)

Courriel : [coop-dec@cites-unies-france.org](mailto:coop-dec@cites-unies-france.org)

Pour s'abonner à la Lettre : [e.seyoum@cites-unies-france.org](mailto:e.seyoum@cites-unies-france.org)